

L'HISTOIRE DE LA RÉPUBLIQUE



DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Début de l'histoire

Années 1300

L'empire Kongo, un État très structuré et développé, règne sur une région qui couvre aujourd'hui une partie du sud-ouest du Congo, le nord de l'Angola et une partie de la République du Congo. Il dure environ 500 ans.

Années 1500

La traite atlantique des esclaves a un impact sur le Kongo. Au cours des 300 années suivantes, plus de 5 millions d'esclaves sont capturés dans un rayon de plusieurs centaines de kilomètres de part et d'autre de l'embouchure du fleuve Congo, la plupart étant expédiés au Brésil. En 1526, le roi Afonso du Kongo envoie une lettre au roi portugais João III l'implorant de mettre fin à cette pratique, déclarant que son pays est en train d'être « dépeuplé ».

Les Belges

Années 1870

Le roi Léopold II de Belgique lance son projet colonial en Afrique centrale.

1885

Léopold annonce la création de l'État indépendant du Congo, sous son contrôle direct.

Années 1880-90

Le royaume de Kuba résiste aux envahisseurs étrangers, bien que les agents de Léopold finissent par imposer leur autorité. Les Kuba continuent de se battre contre le régime.

1908

Suite à l'immense pression exercée par la campagne de l'Association pour la réforme du Congo, Léopold vend le contrôle du Congo à l'État belge. Des recherches universitaires ultérieures ont révélé que pendant le règne de Léopold et ses conséquences immédiates, la population du Congo a peut-être été réduite de 10 millions de personnes. La vie des habitants du Congo se poursuit avec des améliorations minimales.

MINÉRAUX & MAIN-D'œuvre

1913

Début de l'extraction industrielle du cuivre dans la province du Katanga. Des diamants sont découverts au Kasai.

1935

Le travail forcé continue, bien que moins meurtrier qu'auparavant. Le gouvernement belge exige que tous les Congolais effectuent 60 jours de travail obligatoire chaque année. **Année 1941**

D'abord des grèves ouvrières dans les grandes villes qui sont brutalement réprimées.

1942

Le gouvernement belge augmente l'exigence de travail forcé à 120 jours par an.

1959

Émeutes anticoloniales à Kinshasa (alors appelée Léopoldville) avec revendications d'indépendance vis-à-vis de la Belgique.

Indépendance

1959

Émeutes anticoloniales à Kinshasa (alors appelée Léopoldville) avec revendications d'indépendance vis-à-vis de la Belgique.

Juin 1960

Le Congo accède à l'indépendance. Avant la rétrocession, la Belgique vole le trésor public et transfère la dette au nouveau gouvernement congolais. Patrice Lumumba remporte les premières élections en RD Congo et devient Premier ministre du gouvernement de coalition. Il tente de maintenir une voie neutre entre les États-Unis et l'Union soviétique au plus fort de la guerre froide.

Septembre 1960

Lumumba est chassé du pouvoir et arrêté lors d'un coup d'État mené par le colonel Joseph-Désiré Mobutu, avec les encouragements de la Belgique et des États-Unis.

1965

Mobutu s'empare du pouvoir lors d'un coup d'État soutenu par la CIA et réprime brutalement ses rivaux politiques, en pendant certains lors d'exécutions publiques. Il reste président du Congo pendant 32 ans.

1966 - Mobutu nationalise l'exploitation minière et redistribue la gestion des pays étrangers à une élite locale, principalement des amis et de la famille. Il dilapide et détourne des milliards de dollars par le commerce du cuivre, du cobalt, des diamants et du café.

Nouvelle renommée

1971

Mobutu change son nom en Mobutu Sese Seko Nkuku Ngbendu wa Za Banga (qui se traduit par : Le guerrier tout-puissant qui, en raison de son endurance et de sa volonté inflexible de vaincre, va de conquête en conquête, laissant le feu dans son sillage) et renomme le pays Zaïre. Il obtient le soutien incontesté du gouvernement américain en se rangeant du côté des États-Unis pendant la guerre froide et en permettant à son pays d'être utilisé comme tremplin pour des opérations contre l'Angola soutenu par les Soviétiques. Il bénéficie d'une aide financière substantielle des États-Unis.

1974

Les boxeurs américains Muhammad Ali et George Foreman s'affrontent dans la jungle au Zaïre. Ali, qui gagne le combat, dit qu'il voulait établir une relation entre les Afro-Américains et l'Afrique.

1991

La guerre froide étant terminée, le gouvernement américain trouve son alliance avec l'autoritaire Mobutu embarrassante. Mobutu est contraint d'ouvrir le pays à la démocratie multipartite et autorise une Conférence nationale souveraine pour discuter de la transition. Pendant une quinzaine de mois, les dirigeants politiques du pays discutent de la situation politique, économique et sociale. À l'issue de la conférence, Mobutu nomme un gouvernement de transition mais reste président et conserve des pouvoirs substantiels.

Guerre

Avril 1994

Le gouvernement extrémiste hutu du Rwanda orchestre un génocide de quelque 800 000 Tutsis et Hutus modérés. Lorsque les rebelles tutsis prennent le contrôle du Rwanda, plus d'un million de Hutus - dont de nombreux dirigeants qui ont dirigé le génocide - se réfugient dans des camps de l'autre côté de la frontière, au Zaïre. **Juillet 1994**

On estime que 50 000 personnes meurent lorsque le choléra se propage dans les immenses camps de réfugiés sordides de l'est du Zaïre.

Novembre 1996 - Mai 1997

L'armée rwandaise, en soutien à un groupe rebelle anti-Mobutu, l'Alliance pour la libération démocratique (AFDL), attaque les camps de réfugiés dans l'est du Zaïre et marche sur la capitale, Kinshasa, tandis que Mobutu est à l'étranger pour un

traitement médical. Des dizaines de milliers de réfugiés hutus rwandais fuient vers l'ouest dans les forêts du Zaïre, poursuivis par les soldats de l'armée rwandaise.

Mai 1997

Mobutu s'enfuit en exil. Avec un minimum de résistance, les rebelles de l'AFDL et l'armée rwandaise s'emparent de Kinshasa, et Laurent Kabila, le chef rebelle, est installé à la présidence. Le pays est rebaptisé République démocratique du Congo.

Septembre 1997

Mobutu meurt d'un cancer de la prostate en exil au Maroc. Le gouvernement n'autorise pas le retour de son corps au Congo pour y être enterré.

Lutter pour la paix

Août 1998

Le président Laurent Kabila exige que ses soutiens de l'armée rwandaise quittent le pays. Kabila purge les Tutsis de son gouvernement et attise le sentiment anti-Tutsi dans le but de montrer son indépendance vis-à-vis du Rwanda. Moins d'une semaine plus tard, les armées rwandaise et ougandaise envahissent le Congo, soutenant un groupe rebelle congolais formé à la hâte qui cherche à évincer Kabila.

Août 1998

Le président Kabila reçoit le soutien du Zimbabwe, de la Namibie et de l'Angola et repousse une tentative des armées rwandaise et ougandaise de prendre Kinshasa, bien qu'elles et leurs groupes rebelles alliés contrôlent toujours une grande partie de l'est du Congo. Les combats se poursuivent et la milice hutue rwandaise, l'ALIR, rejoint le camp de Kabila.

Juin 2000

L'Ouganda et le Rwanda, anciens alliés, se battent pendant six jours pour le contrôle de Kisangani, l'une des principales villes de la RD Congo, faisant quelque 700 morts parmi les civils. Une enquête de l'ONU conclut que les deux armées ont commis des crimes de guerre et appelle l'Ouganda et le Rwanda à payer des réparations. Aucune mesure n'est prise par l'un ou l'autre gouvernement. L'officier rwandais le plus haut gradé impliqué dans la bataille, Karenzi Karake, est ensuite nommé commandant adjoint de la mission de maintien de la paix de l'ONU au Darfour.

Janvier 2001

Le président Laurent Kabila est assassiné par un garde du corps. Après des jours d'incertitude, son fils Joseph, âgé de 29 ans, prend ses fonctions. Un procès militaire entaché d'irrégularités a par la suite reconnu 90 personnes coupables d'implication dans l'assassinat, dont certains proches alliés de Laurent Kabila.

Tansition

Juillet 2003

Le gouvernement de transition prête serment avec Joseph Kabila comme président par intérim. Des élections démocratiques devraient avoir lieu d'ici deux ans. Les combats se poursuivent dans l'est.

Mai/Juin 2004

Le général renégat tutsi, Laurent Nkunda, avec le soutien du Rwanda, prend le contrôle de la ville de Bukavu (Sud-Kivu), dans l'est du pays, affirmant protéger les civils tutsis attaqués. Les Casques bleus de la MONUC ne parviennent pas à stopper l'avancée de Nkunda. Après d'intenses pressions diplomatiques, Nkunda se retire de Bukavu quatre jours plus tard, mais dans tout le pays, le personnel de la MONUC est attaqué par des foules en colère qui protestent contre l'inaction de l'ONU.

Juillet 2005

Les élections qui devaient avoir lieu en 2005 sont reportées. Des milliers de manifestants manifestent à Kinshasa mais sont dispersés par des gaz lacrymogènes.

Juin 2006

La campagne électorale commence lors des premières élections multipartites au Congo depuis plus de 40 ans. 33 candidats à l'élection présidentielle se disputent le poste suprême. Joseph Kabila est le favori pour l'emporter.

Novembre 2006

Annnonce des résultats de l'élection. Kabila remporte 58 % des voix contre 42 % pour Bemba. Bemba dépose une plainte en justice alléguant des fraudes électorales par le camp Kabila, et de nouvelles violences s'ensuivent. La victoire de Kabila est confirmée par la Cour suprême et Bemba accepte à contrecœur la décision.

Décembre 2006

Joseph Kabila a prêté serment en tant que président.

Septembre 2007 - Épidémie majeure du virus mortel Ebola.

Novembre 2011 - Elections présidentielles et législatives. M. Kabila obtient un nouveau mandat. Le vote est critiqué à l'étranger et l'opposition conteste le résultat.

2015 Janvier - Des dizaines de personnes ont été tuées lors de manifestations contre les propositions de modification de la loi électorale qui, selon l'opposition, étaient destinées à permettre au président Kabila de rester au pouvoir.

2016 Novembre - Un accord politique signé entre la coalition au pouvoir du président Kabila et l'opposition pour reporter l'élection présidentielle à 2018 voit le Premier ministre Augustin Matata Ponyo et son cabinet démissionner, ouvrant la voie à un nouveau cabinet comprenant des personnalités de l'opposition.

2017 Décembre - La RD Congo connaît une « méga-crise », le conflit ayant forcé 1,7 million de personnes à fuir leur foyer au cours de l'année, selon les organisations humanitaires. La RD Congo est la plus touchée par les déplacements liés au conflit

Des élections controversées

Mars 2018 - Le principal parti d'opposition, l'Union pour la démocratie et le progrès social, choisit Félix Tshisekedi comme candidat à l'élection présidentielle de décembre.

Juin 2018 - Le gouvernement demande à des commissions d'examiner la possibilité de déclassifier certaines parties des parcs nationaux des Virunga et de la Salonga, tous deux classés au patrimoine mondial de l'Unesco, pour l'exploration pétrolière. Les écologistes affirment que le forage mettrait en danger la faune et contribuerait au réchauffement climatique.

2018 Août - Le Parti populaire pour la reconstruction et la démocratie (PPP) au pouvoir choisit l'ancien ministre de l'Intérieur Ramazani Shadary comme candidat à la présidence, le président Kabila ne pouvant briguer un nouveau mandat.

2019 Janvier - Les autorités déclarent le candidat de l'opposition Félix Tshisekedi vainqueur de l'élection présidentielle de décembre, ce qui suscite des protestations de la part du candidat rival de l'opposition, Martin Fayulu, d'un accord avec le gouvernement, dont le candidat Emmanuel Ramazani Shadary est arrivé troisième.